

Observatoire de la Dissuasion

Bulletin mensuel

EMMANUELLE MAITRE
Observatoire sous la direction de
BRUNO TERTRAIS

FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS.....	3
VEILLE	4
1. États-Unis.....	4
2. Russie.....	4
3. Iran	4
QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES	5
1. W93 : enjeux et interrogations pour Londres et Washington Par Emmanuelle Maitre	5
2. Perspectives australiennes sur la dissuasion, la non-prolifération et le désarmement Par Eloise Watson, FRS	6
QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES.....	10
1. Nouvel ICBM nord-coréen : retour sur la parade militaire du 10 octobre 2020 Par Benjamin Hautecouverture	10
PUBLICATIONS ET SEMINAIRES.....	14
1. « A ReSTART for US-Russian Nuclear Arms Control » : Renforcer la sécurité par la coopération James Acton et Pranay Vaddi	14
2. Responsabilités nucléaires : une nouvelle approche pour penser et parler des armes nucléaires Sebastian Brixey-Williams et Nicholas J. Wheeler	15
CALENDRIER	17

Novembre 2020

AVANT-PROPOS

Alors que les États-Unis entrent dans une période de transition jusqu'à l'investiture du nouveau Président élu Joe Biden, ce bulletin pose la question de l'avenir d'un programme particulièrement controversé, celui de la modernisation de la tête W93, programme singulièrement scruté au Royaume-Uni.

Ce bulletin s'intéresse aussi à la perception des questions nucléaires en Australie et signale un attachement non remis en cause à la dissuasion élargie américaine.

Revenant sur le défilé militaire nord-coréen du 10 octobre 2020, il analyse la présentation d'un nouvel ICBM.

Enfin, il évoque deux nouvelles publications sur l'avenir de la maîtrise des armements et le désarmement.

Ce bulletin est réalisé avec le soutien du Ministère des Armées. Les informations et analyses contenues dans ce document sont sous la seule responsabilité des auteurs et n'engagent ni le Ministère des Armées, ni aucune autre institution.

VEILLE

1. États-Unis

16 novembre 2020 : La MDA procède avec succès à [l'interception d'un ICBM](#) à l'aide d'un SM-3 Block IIA du système Aegis Ashore au large d'Hawaï¹.

22 novembre 2020 : Les États-Unis [se retirent formellement du Traité Open Skies](#), et prennent des mesures pour retirer du service les avions précédemment utilisés pour les missions de survol et d'observation².

25 novembre 2020 : le laboratoire Sandia annonce avoir réalisé en août un premier vol de la [bombe B61-12 couplée à un F-35A](#)³.

2. Russie

24 novembre 2020 : un exercice de plus de 8 heures est organisé avec ravitaillement en vol pour le [bombardier stratégique Tu-160](#)⁴.

3. Iran

27 novembre 2020 : [Mohsen Fakhrizadeh](#), scientifique ayant travaillé sur le programme nucléaire iranien, est assassiné à Téhéran⁵.

¹ « U.S. successfully conducts SM-3 Block IIA Intercept Test against an Intercontinental Ballistic Missile Target », U.S. Missile Defense Agency, 17 novembre 2020.

² Michael R. Gordon, « Trump Exits Open Skies Treaty, Moves to Discard Observation Planes », *The Wall Street Journal*, 22 novembre 2020.

³ « Sandia completes first flight tests of B61-12 nuclear bomb with F-35A », *Air Force Technology*, 24 novembre 2020.

⁴ « Crews of Tu-160 strategic missile carriers performed air-to-air refuelling », Ministère de la Défense russe, 24 novembre 2020.

⁵ Louis Imbert et Ghazal Golshiri, « Assassinat de Mohsen Fakhrizadeh, acteur-clé du programme nucléaire iranien », *Le Monde*, 27 novembre 2020.

QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES

1. **W93 : enjeux et interrogations pour Londres et Washington**

Par Emmanuelle Maitre

Le 22 octobre 2020, Matthew Harries a publié sur le blog *War on the Rocks* un article remarqué⁶ sur un sujet peu abordé mais pourtant potentiellement crucial pour la dissuasion britannique, à savoir la pérennisation de la coopération entre Londres et Washington en matière de conception d'armes nucléaires.

Ce sujet a en réalité émergé publiquement suite à l'envoi par le secrétaire à la Défense britannique Ben Wallace d'une lettre à l'intention des commissions de la Défense du Sénat et de la Chambre américains. Dans ce document, rendu public par *The Guardian*, le ministre britannique encourage les parlementaires américains à voter en faveur des crédits requis par l'administration Trump pour financer le programme de arme nucléaire W93. Ce programme est en effet décrit comme essentiel pour le programme nucléaire britannique⁷.

Effectivement, le Royaume-Uni utilise actuellement dans le cadre du système Trident (missile lui-même loué aux États-Unis) une arme nucléaire connue sous le nom de Holbrook qui semble très proche d'une des deux armes allouées aux SLBM américains, la W-76. Le gouvernement semble avoir fait le choix de changer de modèle d'armes lorsque celles-ci auront épuisé leur durée de vie, vers 2035-2040. Pour ce faire, il souhaite s'engager dans la voie du co-développement avec les États-Unis, permettant en particulier de se procurer certains composants non-nucléaires outre-Atlantique, de faire des économies d'échelle et d'échanger sur les choix technologiques retenus. Il est donc important pour l'administration britannique de s'assurer que des programmes de conception de armes sont lancés sur un calendrier similaire dans les deux pays, afin de bénéficier des retombées attendues de la mutualisation.

Ce lancement en parallèle est loin d'être assuré à ce jour, en raison notamment de l'opposition de parlementaires démocrates à financer dès maintenant le programme W93 considéré comme redondant puisque les SLBM américains disposent actuellement de armes (W76 et W88) qui ont été récemment modernisées et pourront rester en service jusqu'à au moins 2040⁸. De fait, la Chambre des représentants a refusé de voter ces crédits en juillet 2020⁹.

Le programme W93 serait le premier programme de production d'une arme nucléaire depuis les années 1980. Sous le premier mandat du Président Obama, la stratégie de remplacement des armes avait privilégié une approche intégrée avec le projet de créer une arme interoperable pouvant être montée sur les ICBM et SLBM. Néanmoins, le *Nuclear Weapon Council* a abandonné cette stratégie et a annoncé réfléchir à la création d'armes

⁶ Matthew Harries, « Will America Help Britain Build a New Nuclear Warhead? », *War on the Rocks*, 22 octobre 2020.

⁷ Julian Borger, « UK lobbies US to support controversial new nuclear warheads », *The Guardian*, 1^{er} août 2020.

⁸ Julian Borger, op. cit.

⁹ « House Spending Bill Would Blank W93 Warhead, Continue Plutonium Pit Investment », *Exchange Monitor*, 13 juillet 2020.

distinctes pour les deux composantes à partir de l'année fiscale 2020¹⁰. La NNSA a fait sa première requête budgétaire en ce sens dans le projet de loi de finance pour l'année fiscale 2021 (53 millions de dollars)¹¹, en intitulant l'arme présentée l'année précédente comme « *Next Navy Warhead* » sous le nom de « W93 ». Le *Nuclear Weapon Council* a donc avalisé le développement de cette arme en parallèle de la production du nouveau véhicule de réentrée Mk7, pris en charge par le DoD.

Même si peu de choses ont été officiellement révélées sur ce programme, il semble que la NNSA prévoie de fabriquer des armes à la fois plus puissantes et plus légères, permettant d'envisager une portée plus importante pour les vecteurs. Ces caractéristiques ont été jugées indispensables pour s'adapter à l'environnement stratégique envisagé lors de leur entrée en service. Le critère de flexibilité a été également mis en avant¹².

Le lancement de la W93 reste controversé aux États-Unis, avec plusieurs think-tankers soutenant ouvertement le programme, en particulier pour bénéficier d'une arme plus sûre et fiable, limiter les risques associés à la dépendance à des modèles anciens ou encore pour préserver la compétence des équipes en charge de créer de nouvelles armes. La nécessité d'aider le Royaume-Uni dans son programme de modernisation est également avancé¹³. Les opposants dénoncent l'inutilité du programme ou tout du moins son caractère prématuré au vu de la situation actuelle et son effet négatif sur le bilan américain en termes de non-prolifération et de désarmement¹⁴.

Côté britannique, il a été noté le manque d'information sur le choix de mettre en place une nouvelle arme, et les risques associés à une dépendance marquée aux décisions américaines¹⁵. Pour les deux acteurs, des questions se posent sur la capacité des infrastructures et installations actuelles à mettre en place ce nouveau programme, ainsi que sur l'allocation de ressources financières permettant de les financer.

2. **Perspectives australiennes sur la dissuasion, la non-prolifération et le désarmement**

Par Eloise Watson, FRS

La position officielle de l'Australie sur les armes nucléaires et la dissuasion a considérablement évolué depuis les années 1950. Pour rappel, du début des années 1950 au début des années 1970, l'Australie a nourri l'ambition de se doter d'une dissuasion nucléaire, initialement *via* le transfert d'armes nucléaires appartenant à ses alliés¹⁶, puis, pendant une brève période, par le développement national de sa propre capacité indépendante. Cet objectif était en grande partie alimenté par le développement d'armes nucléaires par la Chine, l'instabilité politique et militaire de l'époque en Asie du Sud-Est et des doutes grandissants quant à la détermination pérenne des

¹⁰ National Nuclear Security Administration, [Fiscal Year 2020 Stockpile Stewardship and Management Plan](#).

¹¹ National Nuclear Security Administration, [FY 2021 Congressional Budget Request](#), Vol. 1, U.S. Department of Energy, February 2020, p. 102.

¹² John Donnelly, « Trump team's case for new nuke cites risks in current arsenal », [Roll Call](#), 29 juin 2020.

¹³ Patty-Jane Gelle, « The W93/Mk7 Program: Ensuring the Future of U.S. Nuclear Deterrence », [Issue Brief](#), The Heritage Foundation, n° 6003, 18 août 2020 ; Linton Brook, John Harvey et Franklin Miller, « Moving Forward With the W93 SLBM Warhead Strengthens U.S. and British Security », [RealClearDefense](#), 12 mai 2020.

¹⁴ Julian Borger, op. cit.

¹⁵ Matthew Harries, op. cit.

¹⁶ Voir par exemple, Wayne Reynolds, *Australia's Bid for the Atomic Bomb*, Melbourne, Melbourne University Press, février 1997, p. 206 et Jim Walsh, « Surprise Down Under: The Secret History of Australia's Nuclear Ambitions », *The Nonproliferation Review*, vol.5, n°1, 1997, p. 3-6.

Etats-Unis à s'engager dans la défense de l'Australie¹⁷. Ce n'est qu'au début des années 1970 que le gouvernement travailliste de Gough Whitlam a définitivement enterré l'ambition de l'Australie de devenir une puissance nucléaire et ratifié le TNP en 1973.

En abandonnant l'option nucléaire, l'Australie a donné la priorité à une politique de dissuasion nucléaire élargie, les gouvernements successifs déclarant qu'ils comptaient sur les armes nucléaires américaines pour la défense du pays et que celles-ci représentaient un élément essentiel de la sécurité à long terme de l'Australie¹⁸. Cette politique s'est affirmée dès 1960, avec un premier rôle joué par l'Australie dans le réseau mondial américain d'alerte avancée, la collecte de renseignement et la mise en œuvre du commandement dans le domaine nucléaire grâce à l'accueil d'installations américaines sensibles. Après la fin de la Guerre froide, chaque gouvernement australien a pu faire état de la dépendance du pays à la dissuasion américaine « contre de possibles menaces nucléaires contre l'Australie », notamment par une référence explicite dans les principaux documents stratégiques¹⁹. Cette référence au parapluie nucléaire américain est restée pratiquement inchangée depuis la première déclaration publique officielle du gouvernement exposée dans le Livre blanc sur la défense de 1994 – reflétant un niveau élevé de consensus politique sur la question (et l'importance de l'alliance ANZUS plus large-ment)²⁰.

Depuis les années 1970, l'Australie a par ailleurs défendu le régime de non-prolifération et de désarmement nucléaire, les gouvernements successifs ayant adopté une approche qui préconise des mesures durables, progressives et vérifiables en faveur du désarmement nucléaire. Outre la promotion active des principaux traités du régime de non-prolifération, l'Australie a joué un rôle de premier plan dans le lancement d'initiatives²¹, a apporté des contributions pratiques notables au ralentissement ou à l'atténuation de la prolifération nucléaire et est saluée comme un leader mondial en matière de sûreté et de sécurité nucléaires²². Pourtant, la conduite des politiques de non-prolifération et de désarmements par l'Australie peut parfois paraître manquer de cohérence – en particulier lorsque le pays cherche à équilibrer ses efforts dans le domaine de la non-prolifération avec ses intérêts commerciaux dans l'exportation de l'uranium et son désir de rester sous le parapluie nucléaire américain. Ces tensions apparentes dans la politique nucléaire australienne ont été exacerbées par les divergences au sein du système politique national, le parti travailliste étant généralement associé à une vision plus anti-nucléaire²³. En conséquence, les orientations politiques concernant l'énergie et les exportations nucléaires ont pu osciller en fonction des courants au pouvoir. Par exemple, en 2007, le gouvernement libéral de John Howard a

¹⁷ Par exemple, le gouvernement conservateur de Gorton a avancé son projet de construire un réacteur nucléaire de 500 mégawatts à Jervis Bay entre 1969 et 1970, avec la possibilité de retraiter le combustible usé et de produire de l'uranium hautement enrichi à des fins militaires. Voir Jeffrey S. Lantis, « Elections and Enduring Realities: Australia's Nuclear Debate », [Arms Control Today](#), avril 2008.

¹⁸ Stephan Frühling et Andrew O'Neil, « Institutions, informality, and influence: explaining nuclear cooperation in the Australia-US alliance », *Australian Journal of Political Science*, vol.55, n°2, 2020, p. 135.

¹⁹ Voir par exemple, [Australia's Strategic Policy](#), Ministère de la Défense, 1997 et 2020 Defence Strategic Update, [Ministère de la Défense](#), 2020, p. 27.

²⁰ Frühling et O'Neil, op. cit., p. 143.

²¹ Parmi elles, on peut citer la *Canberra Commission on the Elimination of Nuclear Weapons* (1995-96), la *Commission Blix* (2004-2009), la *Seven Nation Initiative* (2005-2010) l'*International Commission on Nuclear Non-Proliferation and Disarmament* (ICNND) (2008-2010) et la *Non-Proliferation and Disarmament Initiative* (NPDI) (2010).

²² Tanya Ogilvie-White et David Santoro, « Preventing Nuclear Terrorism: Australia's leadership role », [Australian Strategic Policy Institute – Special Report](#), January 2014, p. 1.

²³ Le soutien au désarmement nucléaire est une partie importante de la culture de l'*Australian Labour Party*. Le parti s'est traditionnellement opposé à l'exploitation de l'énergie nucléaire par l'Australie et apparaît plus sensible au malaise du grand public vis-à-vis de l'énergie nucléaire. De son côté, le Parti libéral semble plus réceptif aux vues des grandes entreprises qui considèrent l'énergie nucléaire comme une industrie de croissance.

abandonné la politique très restrictive de contrôle aux exportations nucléaires pour une politique essentiellement commerciale lorsqu'il s'est engagé à vendre de l'uranium à l'Inde, pays non signataire du TNP (sous réserve de conditions préalables)²⁴ – une politique qui a finalement perduré (malgré des fluctuations) avec la première expédition d'uranium vers l'Inde en 2017.

En outre, le refus de l'Australie de participer aux négociations pour un traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) – sans parler de signer ou de ratifier le traité – est une rupture par rapport à son engagement bipartisan de plusieurs décennies en faveur des efforts multilatéraux de désarmement. Le gouvernement australien s'oppose officiellement au TIAN pour trois raisons : le traité n'intègre pas les principaux États qui possèdent des armes nucléaires (1) ; il risque de saper le TNP (2) ; il est incompatible avec les obligations liées à l'alliance américaine (3). Néanmoins, des sondages indiquent un fort soutien de l'opinion publique australienne pour la signature du TIAN²⁵ et des acteurs de la société civile se sont efforcés d'obtenir des parlementaires fédéraux australiens qu'ils s'engagent à rejoindre le TIAN²⁶. Ainsi, le *Labour* a voté en 2018 pour ratifier le TIAN s'il est élu – bien que sous conditions²⁷ et malgré le scepticisme de plusieurs dirigeants actuels et anciens²⁸.

À court et moyen termes (2020-2030), la politique australienne devrait faire preuve d'une grande continuité en matière de dissuasion, non-prolifération, avec en particulier une dépendance assumée à la dissuasion nucléaire élargie des États-Unis (tout en redoublant d'efforts pour renforcer simultanément sa propre capacité de dissuasion non nucléaire)²⁹. Il est improbable que l'Australie s'exclue du parapluie nucléaire américain³⁰, ce qui l'éloignerait sérieusement d'un allié puissant et d'un accès à des technologies américaines vitales en matière de renseignement et de défense³¹. En outre, l'appréhension croissante de l'Australie concernant son environnement de menace, décrite dans de récents documents stratégiques, semble justifier sa dépendance continue aux armes nucléaires américaines, voire même présager d'une plus grande dépendance à leur égard³².

Dans ce contexte, il convient de suivre les voix isolées de certains penseurs australiens influents en matière de défense qui ont commencé à se demander si l'Australie ne devait pas envisager de poursuivre une dissuasion

²⁴ Jacques E. C. Hymans, « Isotopes and Identity: Australia and the Nuclear Weapons Option », 1949–1999, *The Nonproliferation Review*, hiver 2000, p. 14.

²⁵ Selon un sondage, 78.9% des Australiens seraient favorables à ce que Canberra rejoigne le TIAN. Voir [Ipsos Public Opinion Poll](#), « Support for the UN Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons », 13 novembre 2018.

²⁶ ICAN est notamment très active en Australie, son premier bureau a été ouvert à Melbourne à la mi-2006. Le Dr Ron McCoy a proposé la campagne pour la première fois en 2005, recevant un fort soutien des mouvements de médecins et des milieux pacifistes et antinucléaires.

²⁷ Le parti travailliste a averti qu'il « signerait [le Traité], après s'être assuré de la présence de mécanismes de vérification et de mise en œuvre efficaces, [que le TIAN] serait compatible avec le TNP et qu'il était en phase de recevoir un soutien universel ».

²⁸ Parmi eux, l'actuel ministre de la défense fantôme Richard Marles et la ministre des affaires étrangères fantôme Penny Wong, ainsi que l'ancien ministre des affaires étrangères Gareth Evans.

²⁹ Comme l'a révélé la mise à jour de la stratégie de défense 2020 (page 27), l'Australie doit « assumer une plus grande responsabilité pour sa propre sécurité » en augmentant sa « capacité autonome à produire des effets dissuasifs », notamment en acquérant des missiles à longue portée et d'autres systèmes d'armes avancés.

³⁰ Tanya Ogilvie-White, « [Australia and Extended Nuclear assurance](#) », in eds. Beyza Unal, Yasmin Afina et Patricia Lewis, *Perspectives on Nuclear Deterrence in the 21st Century*, Chatham House, avril 2020, p. 23.

³¹ Brendan Taylor, « Still the frightened country: Australian anxieties in a contested Asia », [Council for Security Cooperation in the Asia Pacific](#), janvier 2019, p. 36.

³² Par exemple, étant donné l'aggravation des tensions dans le Pacifique occidental, la sophistication militaire croissante de la Chine et la prolifération des missiles balistiques parmi plusieurs pays énumérés dans le Livre blanc sur la défense de 2016, il est clair qu'une plus grande dépendance de l'Australie à l'égard de la capacité de dissuasion nucléaire est annoncée. Voir Crispin Rovere, « Defence White Paper 2016: Eight strategic observations », [Lowy Institute – the Interpreter](#), 29 février 2016.

nucléaire plus fiable - la sienne, par exemple³³. Ces positions semblent motivées par une perception d'incertitude grandissante quant à la crédibilité de la dissuasion nucléaire élargie américaine et par le constat d'une menace constituée par le renforcement des capacités militaires et de l'affirmation stratégique croissante de la Chine. Ces voix restent pour l'instant cependant extrêmement marginales et obtenir un accord bipartisan (et le soutien de l'opinion publique) sur un sujet aussi sensible nécessiterait probablement une détérioration générale de l'environnement stratégique australien, avec l'apparition d'une menace existentielle³⁴ ou un effondrement de la crédibilité de la dissuasion nucléaire élargie américaine³⁵.

³³ Voir par exemple, Andrew Greene, « Australia may need to consider nuclear weapons to counter China's dominance, defence analyst says », [ABC News](#), 1^{er} juillet 2019; Rod Lyon, « Should Australia build its own nuclear arsenal? », [ASPI – the Strategist](#), 24 octobre 2019 et Paul Dibb, « Nuclear Weapons Time for Australia », [The National Interest](#), 4 octobre 2018.

³⁴ Rod Lyon, « Should Australia build its own nuclear arsenal? », op. cit.

³⁵ Rod Lyon, « Australia, extended nuclear deterrence, and what comes after », [ASPI – the Strategist](#), 2 juin 2017.

QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES

1. **Nouvel ICBM nord-coréen : retour sur la parade militaire du 10 octobre 2020**

Par Benjamin Hautecouverture

Samedi 10 octobre 2020, la Corée du Nord fêtait le 75^e anniversaire de la fondation du Parti des travailleurs de Corée. L'événement, qui dura un peu plus de deux heures, donna lieu à une parade militaire qui se tint la nuit, ce qui est plutôt inhabituel, sur la place centrale Kim Il-sung à Pyongyang, avant d'être rediffusée sur tout le territoire par la Télévision centrale (KCTV).

Dans un discours introductif long de près de trente minutes, le leader nord-coréen mentionna la politique de dissuasion du régime : « *Nous continuerons à renforcer notre défense nationale et notre dissuasion* » présentée comme une force d'autodéfense destinée à « *contrôler et gérer toutes les tentatives dangereuses et les actes de menace, y compris les menaces nucléaires toujours croissantes, des forces hostiles* »³⁶, déclara-t-il en particulier, sans mentionner une seule fois les États-Unis. Il promit également que la puissance militaire du pays n'était pas destinée à être utilisée de manière « *préemptive* ».

Il est habituel que les dates anniversaires quinquennales donnent lieu à un événement particulier : provocation militaire, essai d'engin, présentation de nouveaux systèmes d'armes. L'on savait que la parade du 10 octobre serait l'occasion pour le leader nord-coréen de dévoiler de « nouvelles armes stratégiques », selon ses propres termes, en particulier un nouvel ICBM et/ou un nouvel SLBM, que Kim Jong-un s'était engagé à la fin de l'année 2019 à montrer dans un avenir proche. Alors, le leader nord-coréen avait également annoncé la fin du moratoire sur les essais nucléaires comme sur les essais de missiles balistiques intercontinentaux, auquel il s'était engagé après le sommet de Singapour avec Donald Trump : « *Nous n'avons aucune raison de continuer à être liés unilatéralement par cet engagement* », communiqua alors l'agence de presse KCNA en son nom. « *Le monde va découvrir dans un proche avenir une nouvelle arme stratégique que détient la Corée du Nord* », avait-il ajouté³⁷.

L'événement était en préparation depuis de nombreux mois, donnant lieu, comme chaque année, à des spéculations de la part des commentateurs. C'est après deux heures et neuf minutes qu'un nouveau missile balistique d'une taille plus importante que le précédent, celui-là clairement identifié comme un Hwasong-15, fut dévoilé, en clôture de parade et sous les feux d'artifice. Par ailleurs, un nouvel SLBM fut également montré à cette occasion.

De très nombreuses autres nouveautés furent exhibées, tel qu'un nouveau système de défense anti-aérienne et de nouveaux tracteurs-érecteurs-lanceurs (TEL), notamment. En définitive, cette parade vit la plus grande

³⁶ Traduction de l'Agence de presse Yonhap, « (2e LD) Discours de Kim Jong-un pour le 75e anniversaire de la fondation du Parti du travail », 10 octobre 2020.

³⁷ Voir *Le Monde* avec *AFP*, « Corée du Nord : Kim Jong-un annonce la fin du moratoire sur les essais nucléaires et une nouvelle arme », 1^{er} janvier 2020.

gamme de nouveaux équipements jamais présentée lors d'un défilé militaire dans l'histoire de la Corée du Nord. De telles acquisitions et modernisations laissent décidément perplexes s'agissant de l'effet du régime international de sanctions sur l'économie de l'armement en Corée du Nord. Ces nouveaux équipements sont autant de risques proliférants à venir.

Hypothèses capacitaires et effets stratégiques

Point d'orgue de la manifestation, le nouvel ICBM qualifié de « monstre » fut exhibé sur un TEL à onze essieux. D'après la plupart des analystes, il s'agira de l'un des plus grands missiles balistiques intercontinentaux mobiles du monde s'il devient opérationnel. Les caractéristiques extérieures de l'engin indiquent un ICBM à deux étages, à nouveau à propulsion liquide. Sa longueur a été estimée à 25 mètres. Il possède un premier étage d'environ 2,4 mètres de diamètre. Dans ce cas, il s'agirait donc bien d'un engin plus volumineux que le Hwasong-15.³⁸

Or, la portée du Hwasong-15 étant déjà sensiblement supérieure à celle du Hwasong-14, l'on peut douter d'une volonté de se doter d'un nouvel ICBM d'une portée elle-même encore accrue. L'on peut donc émettre l'hypothèse que le nouvel ICBM en cours de développement est destiné à emporter une charge elle-même plus volumineuse.

Le nouvel ICBM exposé lors de la parade militaire du 10 octobre 2020 à Pyongyang. Source : Yonhap



Nombre d'analystes du programme balistique nord-coréen estiment depuis 2017 que la prochaine étape logique du programme nord-coréen sur ce segment de portée est la maîtrise de la technologie des têtes multiples contre les systèmes stratégiques défensifs. Il serait prématuré de comparer ici les divers concepts existants depuis le concept MIRV aux États-Unis au début des années 1960,

mais un tel scénario doit sans doute désormais être retenu par la planification stratégique.

Ensuite, les TEL sur lesquels étaient véhiculés les quatre exemplaires du nouveau missile méritent une attention particulière. Jusqu'au défilé d'octobre dernier, l'analyse indépendante en sources ouvertes comptait six TEL opérationnels dans l'arsenal nord-coréen. Or, le défilé du 10 octobre en montra deux lots de quatre. En outre, ces modèles sont différents de ceux que le pays avait importés de Chine. En particulier, les huit TEL exhibés ont plus d'essieux que les anciennes versions³⁹. Il n'est certes pas possible d'affirmer que cette donnée indique une capacité nouvelle de production autochtone. Mais si c'est le cas, il n'est alors plus pertinent de compter que le nombre d'ICBM que peut produire le pays est freiné par sa limitation à acquérir des TEL pour les transporter et pour les lancer. Dans ce cas, le régime sera bientôt en mesure de disperser un nombre accru d'ICBM en temps de crise, réduisant par là-même la capacité de ses adversaires à les neutraliser avant leur lancement.

Perspectives politiques

Symboliquement, la parade du 10 octobre 2020 signe la fin d'une parenthèse ouverte avec le sommet bilatéral américano-nord-coréen de Singapour. Il est désormais évident que cet événement ne marqua non pas le début

³⁸ Joshua Pollack, « Peeking under the Shroud of North Korea's Monster Missile », *Arms Control Wonk*, 5 novembre 2020.

³⁹ Alex Ward, « North Korea has unveiled new weapons, showing Trump failed to tame its nuclear program », *Vox*, 13 octobre 2020.

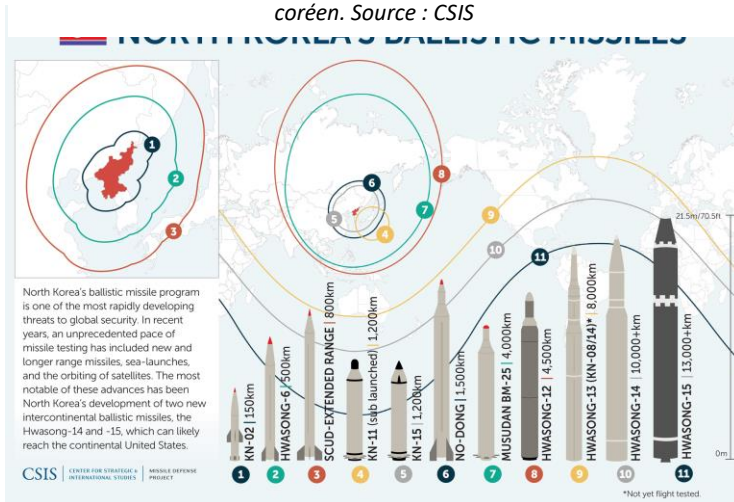
d'un reflux des programmes balistique et nucléaire de Pyongyang mais simplement une pause permise par l'avancée des programmes eux-mêmes à l'époque, pause sur laquelle le régime entreprit de capitaliser pour obtenir un gain politique et diplomatique supplémentaire tout en continuant le développement de nouveaux engins. En cela, l'événement de l'automne 2020 marque bien l'échec total de la stratégie de l'administration Trump à l'égard de la Corée du Nord.

S'en tenant à la lettre du moratoire de 2018, il peut être défendu que de fait, le régime nord-coréen n'a toujours pas procédé à un essai nucléaire ou à un essai d'ICBM, ce pourquoi le président américain n'aurait pas sur-réagi à l'annonce de la parade du 10 octobre dernier. En réalité, s'agissant au moins de cette seconde condition, il est peu probable que l'armée nord-coréenne déploie le nouveau système longue portée sans le tester au moins une fois. L'on peut donc s'attendre à un nouvel essai balistique dans les mois à venir, selon un calendrier soigneusement choisi par le régime. Ce sera le premier tir d'essai d'un engin intercontinental depuis 2017 (tir d'essai d'un premier missile balistique de portée intercontinentale Hwasong-14 le 4 juillet, second tir d'essai le 28 juillet, premier tir d'essai d'un Hwasong-15 le 28 novembre).

Pour mémoire, l'arsenal balistique nord-coréen ne comporte pas de missiles de longue portée certifiés opérationnels à ce jour. Quatre missiles de longue portée sont répertoriés : le KN-08, le KN-14, le Hwasong-14, le Hwasong-15, auxquels s'ajoute désormais le probable Hwasong-16, dont les caractéristiques restent à confirmer. Tous ces engins sont réputés être en cours de développement⁴⁰. Le KN-08 est un missile balistique à trois étages, mobile, d'une portée intercontinentale estimée entre 5 500 et 11 500 kilomètres. Il a été présenté pour la première fois lors d'un défilé le 15 avril 2012. Certaines sources estiment que l'engin est opérationnel depuis 2015⁴¹. Dévoilé à l'occasion du 70^e anniversaire de la fondation du parti des travailleurs de Corée le 10 octobre 2015, le KN-14 semble être une variation, légèrement plus courte, du KN-08. Sa portée estimée est de 8 000 à 10 000 kilomètres. Il a été testé en avril 2016. Le Hwasong-14 (ou KN-20 selon la dénomination américaine), missile à deux étages à propulsion liquide, est le premier engin intercontinental à avoir subi un tir d'essai (4 juillet 2017). Si l'on se base sur les performances réalisées lors du second tir d'essai du 28 juillet 2017, il semble que sa portée puisse être estimée à plus de 10 000 kilomètres. C'est le premier engin nord-coréen dont la portée théorique semble lui permettre d'atteindre le territoire américain continental. Enfin, le Hwasong-15, techniquement

proche de l'ICBM Hwasong-14 et de l'IRBM Hwasong-12, est un missile à deux étages à propulsion liquide. C'est jusqu'à présent le missile balistique avéré le plus puissant de l'arsenal. Le 28 novembre 2017, ce missile vola pendant 53 minutes, atteignant une altitude d'environ 4 500 kilomètres avant d'atterrir dans la zone économique exclusive du Japon après avoir parcouru une distance de 960 kilomètres depuis son point de lancement à 30 kilomètres au nord de Pyongyang. Selon les estimations, le Hwasong-15 mesurerait environ 21,5 mètres de long pour un diamètre d'environ 2

Jusqu'à présent, le missile Hwasong-15, testé en novembre 2017, est celui dont la portée est supposée être la plus longue de l'arsenal nord-coréen. Source : CSIS



⁴⁰ Voir « Missile Threat-CSIS Missile Defense Project », [North Korea](#).

⁴¹ « Department of Defense Press Briefing by Admiral Gortney in the Pentagon », [Département de la défense](#), 7 avril 2015.

mètres, ce qui en fait un engin sensiblement plus grand que le Hwasong-14. Certains analystes ont également noté que la zone de charge utile est plus importante que celle de son prédécesseur. Cet espace pourrait potentiellement accueillir, à l'avenir, une ogive plus volumineuse, plusieurs ogives, ou encore des aides à la pénétration.

La nouvelle administration démocrate hérite d'un dossier nord-coréen, en particulier nucléaire et balistique, sensiblement aggravé depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. Co-artisan de la politique de « patience stratégique » avec Pyongyang après l'échec du « *leap day agreement* » de février 2012, Joe Biden devra probablement réagir au prochain essai balistique de longue portée de Pyongyang, quand bien même la portée d'un tel essai serait limitée à 1 000 kilomètres pour ne pas survoler le Japon par exemple, en signe de retenue, ce qui est envisageable. En tout état de cause, l'on peut sans doute s'attendre au retour des États-Unis à une politique prudente, axée sur un isolement accru du régime nord-coréen et un engagement renouvelé à l'égard des alliés dans le nord-est asiatique. À l'évidence, une telle politique – qui posera à nouveau la question de l'effectivité des sanctions multilatérales – ne suffira pas à entamer le développement rapide du programme balistique et nucléaire nord-coréen depuis dix ans. Les résultats que suggèrent les exhibitions du 10 octobre 2020 à Pyongyang indiquent une sanctuarisation toujours accrue de la politique de dissuasion nucléaire du régime.

En attendant, dans un message de félicitations adressé à Kim Jong-un à l'occasion de ce 75^e anniversaire, le président chinois Xi Jinping déclara qu'il avait l'intention de « défendre, consolider et développer » les liens de la Chine avec la Corée du Nord.

PUBLICATIONS ET SEMINAIRES

1. « A ReSTART for US-Russian Nuclear Arms Control » : Renforcer la sécurité par la coopération

De James Acton et Pranay Vaddi

Pranay Vaddi et James Acton affirment que la Russie et les États-Unis devraient entamer dès que possible des négociations sur un traité mutuellement bénéfique prenant la suite du *New Start* et, pour gagner du temps dans ce processus, prolonger le *New Start* sous sa forme actuelle pendant 5 ans.⁴² Selon Vaddi et Acton, la nécessité stratégique pour les États-Unis et la Russie d'un nouveau traité de maîtrise des armements est justifiée par deux facteurs : premièrement, cela permettrait d'éviter une accumulation coûteuse et dangereuse d'armes (en facilitant de manière vérifiable la parité des armes stratégiques à un niveau inférieur à celui qui aurait été atteint autrement), et deuxièmement, cela réduirait le risque d'escalade (par exemple, en aidant à gérer les craintes par la limitation des capacités offensives ou en interdisant les technologies déstabilisantes – notamment celles qui pourraient être utilisées pour attaquer les forces nucléaires d'un adversaire). La forte dégradation des relations américano-russes accroît pour les auteurs le poids de ces arguments.

L'article de Vaddi et Acton suggère plusieurs critères pour l'émergence d'un nouveau traité, en utilisant le *New Start* comme base de négociation. Ces dispositions sont les suivantes :

- 1) Établir des limites globales pour les nouveaux types d'armes offensives stratégiques, à savoir engins à portée intercontinentale sur des trajectoire planante mis en œuvre depuis des lanceurs terrestres (*Intercontinental ground-launched boost-glide missiles*, IGLBGM) et les torpilles à propulsion nucléaires (*nuclear-powered torpedoes*, NT) – qu'elles soient à tête nucléaire ou conventionnelle. Ces seuils devraient également permettre de réduire le nombre de têtes déployées par rapport au nombre de vecteurs déployés.
- 2) Établir des restrictions sur la recherche, la production et/ou le déploiement d'une série de systèmes d'armes qui ont ou pourraient avoir des portées stratégiques, à savoir les missiles de croisière à propulsion nucléaire, les missiles balistiques tirés depuis un aéronef (*air-launched ballistic missile*, ALBM) et les planeurs hypersoniques en version air-sol et mer-sol.
- 3) Exiger qu'une conversion à une finalité exclusivement conventionnelle de tout ou partie de certains systèmes d'armes déployés, (afin de les détacher ainsi de la comptabilité des armes nucléaires stratégiques, comme ce fut le cas pour quelques bombardiers B-52H et lanceurs SLBM par les États-Unis dans le cadre du Traité *New Start*), suive des procédures et pratiques précédemment acceptées par les États-Unis et la Russie, tout en adoptant des mesures de transparence supplémentaires pour renforcer la confiance dans l'efficacité des procédures.

⁴² James Acton et Pranay Vaddi, « A ReSTART for U.S.-Russian Nuclear Arms Control: Enhancing Security Through Cooperation », [Carnegie Endowment for International Peace](#), 2 octobre 2020.

- 4) Limiter davantage les nouveaux types d'armes stratégiques offensives, notamment par une disposition plus stricte qui exige que les nouveaux types d'armes (nucléaires et non nucléaires de portée stratégique) soient automatiquement comptabilisés dans le futur traité.
- 5) Mettre en place un mécanisme de vérification qui reflète largement celui de *New Start* – compte tenu de son efficacité démontrée⁴³ – mais en s'appuyant davantage sur les moyens techniques nationaux (renseignement) pour certains systèmes en particulier.

Selon Vaddi et Acton, les principaux obstacles à la réalisation d'un accord prenant la suite du *New Start* tel que proposé sont d'ordre politique. Ces obstacles comprennent la politique intérieure américaine et, plus important encore, l'état désastreux des relations américano-russes, qui rend plus difficile pour chaque État d'accepter les compromis requis (pour les États-Unis, la non-prise en compte des armes nucléaires non stratégiques et des forces nucléaires chinoises ; pour la Russie, la non-prise en compte des systèmes de défense antimissile). Mais les négociations en vue d'un nouveau traité sur les armes offensives stratégiques ne sont pas le bon forum pour traiter de ces préoccupations de sécurité⁴⁴, et étendre la portée de ces négociations pour tenter de les résoudre pourrait risquer de mettre en péril les négociations. C'est pourquoi Vaddi et Acton recommandent de maintenir une approche étroite pour les négociations pour traiter de l'accord successeur à *New Start* et de poursuivre des négociations séparées pour traiter de ces autres questions.

2. Responsabilités nucléaires : une nouvelle approche pour penser et parler des armes nucléaires

De Sebastian Brixey-Williams et Nicholas J. Wheeler

Sebastian Brixey-Williams et Nicholas J. Wheeler proposent une nouvelle approche pour faciliter un dialogue mondial plus constructif sur les armes nucléaires, intitulée la « *méthode des responsabilités nucléaires* »⁴⁵. Ils notent que, jusqu'à présent, ce dialogue a été marqué par une « culture chronique du blâme » – une dynamique qui a alimenté la méfiance et a finalement entravé les progrès en matière de réduction des risques nucléaires, y compris en matière de désarmement. Au cœur de leur proposition se trouve donc l'idée qu'il est nécessaire de s'engager dans un dialogue mondial qui cultive davantage la coopération, la confiance et une exploration partagée des responsabilités nucléaires. Cela pourrait contribuer à garantir un cadre normatif plus solide qui permettrait de maîtriser la pratique émergente de manipulation du risque nucléaire, et qui indiquerait la voie à suivre pour progresser sur la voie du désarmement nucléaire.

Justification de la méthode

La logique qui sous-tend l'approche de Williams et Wheelers découle de l'absence actuelle de dialogue mondial constructif sur la manière de réduire les risques nucléaires et de renforcer les accords de maîtrise des armements qui s'érodent. Ils attribuent ce dialogue improductif aux accusations réciproques sur le comportement nucléaire responsable qui imprègne la politique nucléaire mondiale. En d'autres termes, les États détenteurs de l'arme

⁴³ Les responsables militaires actuels et anciens reconnaissent la valeur des dispositions de vérification du traité *New Start* pour la planification militaire.

⁴⁴ Plusieurs suggestions sont proposées pour mieux gérer ces préoccupations, y compris par exemple des mesures de transparence et de confiance politiquement contraignantes.

⁴⁵ Sebastian Brixey-Williams et Nicholas J. Wheeler, [Nuclear Responsibilities: A New Approach for Thinking and Talking about Nuclear Weapons](#), BASIC, Institute for Conflict, Cooperation and Security, novembre 2020.

nucléaire prétendent (subjectivement) qu'ils se comportent de manière responsable, tout en accusant leurs adversaires d'agir de manière irresponsable. Ils attribuent également ce blocage à la polarisation sur la légitimité de la possession d'armes nucléaires et l'opposition entre un discours qui affirme que la possession (et la modernisation) d'armes nucléaires constitue une position immorale et contraire à l'éthique et un autre selon lequel elles offrent un système de prévention des conflits qui protège les populations de la guerre et de la souffrance. L'approche de Williams et Wheelers cherche donc à orienter la communauté internationale au-delà de ces discours accusateurs et polarisants.

Méthode proposée

La « *méthode des responsabilités nucléaires* » est un processus en deux étapes visant à aider les fonctionnaires, les experts non gouvernementaux et le public à réfléchir et à parler de leurs responsabilités, et de celles des autres, en matière d'armes nucléaires. Le processus implique de passer de la question subjective habituelle de « qui ou quoi est responsable » à la question de savoir quelles devraient être les « responsabilités » plurielles des parties prenantes. La première étape est appelée « introspection critique », au cours de laquelle les parties sont invitées à réfléchir de manière critique à la façon dont elles perçoivent leurs propres responsabilités nucléaires et à se demander si elles les assument. La deuxième étape est appelée « dialogue empathique », au cours duquel les parties sont réunies et ont la possibilité de *se voir à travers le regard des autres*, de contester les notions de responsabilités des uns et des autres, de discuter des domaines dans lesquels elles peuvent mieux s'acquitter de leurs responsabilités mutuelles et, par conséquent, de *construire une compréhension commune des responsabilités réciproques* qui peut donner forme à de nouvelles pratiques visant à réduire les perceptions erronées.

Preuve du concept

Les auteurs ont testé cette méthode dans le cadre d'un dialogue Track 1.5 entre 2018 et 2020 avec un ensemble d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux de cinq États – le Royaume-Uni, le Japon, la Malaisie, les Pays-Bas et le Brésil – sélectionnés sur la base de leurs différentes positions sur la légitimité et l'utilité des armes nucléaires. Les résultats de ce prototype ont démontré que l'approche bénéficie d'un soutien solide et qu'elle peut permettre un dialogue significatif entre des parties prenantes occupant des positions opposées sur la légitimité des armes nucléaires.

La voie à suivre

Toutefois, à long terme, l'approche est destinée à être mise en œuvre au sein des États et entre eux, y compris les États détenteurs de l'arme nucléaire, qui se trouvent dans des relations de méfiance et d'inimitié. Ainsi, un baromètre peut-être plus précis des perspectives de succès du programme sera sa mise en œuvre dans des régions comme l'Asie-Pacifique et l'Euro-Atlantique. En fin de compte, l'approche sera nécessairement un processus systémique à long terme qui nécessite un engagement régulier des parties prenantes et une sensibilisation et une promotion active dans les principaux forums multilatéraux tels que les cycles d'examen du TNP, mais plus encore dans les forums « minilatéraux », régionaux et bilatéraux.

CALENDRIER

- **Quelques webinaires en décembre 2020 :**
- **1er décembre 2020 :** [2020 Arms Control Association Annual Meeting](#), Arms Control, Non-proliferation and Disarmament into the next Decade.
- **8 décembre 2020 :** Online Event: A Conversation with Rep. Adam Smith on Nuclear Modernization and Arms Control in 2021, [CSIS](#)